

ASSURANCES

BÂLOISE BIFFE
250 EMPLOIS

L'assureur Bâloise a dévoilé hier un recentrage de ses activités avec la réévaluation de ses participations dans les *fin-techs*, de nouveaux objectifs financiers avec des reversements plus généreux aux actionnaires et une compression des coûts qui passera par la suppression de 250 postes, dont la moitié en Suisse.

ATS/AWP

Le Conseil des Etats tranche dans la coopération

Berne ► Une large majorité du Conseil des Etats a accepté mercredi le message du Conseil fédéral sur la nouvelle stratégie en matière de coopération internationale 2025-2028. Ce document d'orientation du gouvernement suisse prévoit d'inclure l'aide à l'Ukraine, une enveloppe spécifique de 1,5 milliard de francs, dans le budget ordinaire de la Coopération destiné aux pays en développement. Une proposi-

tion refusée par la gauche et les œuvres d'entraide suisse qui expliquent que c'est autant d'argent qui n'irait pas aux autres régions actuellement soutenues (lire *Le Courrier* du 25 août).

Le Parti socialiste et les Vert-es ont essayé en vain mercredi de réclamer au contraire une augmentation de l'aide aux pays en développement et un financement extraordinaire de l'aide à l'Ukraine dans une en-

veloppe séparée. «La réduction prévue de l'aide publique au développement à 0,36% du revenu national brut serait le niveau le plus bas jamais atteint depuis 2003», précise le PS. L'ONU préconise le 0,7%. Mais la gauche n'a pas été entendue. Le PLR et l'UDC, eux, réclament une coupe supplémentaire de 2 milliards de francs dans la coopération au développement pour financer une partie des 4 milliards qu'ils

réclament de budget supplémentaire pour l'armée suisse. Au final, ils n'ont pas été suivis.

Le PS et les Vert-es ont voté en faveur de la nouvelle stratégie en matière de coopération en l'état, «pour éviter les dégâts», explique le conseiller national (Vert) Nicolas Walder. «Si la droite dure parvient à convaincre la droite modérée, c'est à un démantèlement de la coopération internationale à la-

quelle nous pourrions assister», redoute-t-il.

Mais la gauche reviendra encore sur le sujet au Conseil national lors de cette session pour demander une augmentation de l'enveloppe dans le domaine et un budget supplémentaire pour l'Ukraine. Mais vu l'opposition de la droite, majoritaire, la bataille semble difficile à gagner et le pire est encore possible.

CHRISTOPHE KOESSLER

Des voix dénoncent la campagne haineuse ciblant la vert'libérale qui a tiré sur une image de la Vierge

Du soutien derrière Sanija Ameti

ARIANE GIGON

Polémique ► La vert'libérale Sanija Ameti, 32 ans, juriste de formation et coprésidente du mouvement proeuropéen Opération Libero, est depuis son apparition sur la scène médiatique, en 2021, une chouchou des médias. Ou plutôt: «était». Car, en un week-end, elle est devenue la cible d'une campagne négative dont l'ampleur est si violente qu'une pétition a été lancée pour la défendre.

Ses premières interviews, Sanija Ameti les avait accordées en 2021 lors du référendum contre la loi antiterroriste qu'elle avait coorganisé. Son éloquence et son franc-parler avaient immédiatement fait mouche. Sanija Ameti n'hésite pas à utiliser un vocabulaire pas toujours châtié pour dénigrer ses adversaires, ni à se faire photographe dans des poses surprenantes, comme en train de fumer le cigare.

«La chasse aux sorcières qui s'est mise en place est inacceptable»

Përparim Avdili

Revers de la médaille: les commentaires haineux l'accompagnent aussi depuis plusieurs années. Début janvier 2023, elle avait décidé de publier ces attaques sur le réseau X, sous le titre «Bonne nuit chère Suisse».

Amnesty et un UDC en soutien

Depuis les révélations sur les photos, qu'elle a elle-même publiées, la montrant en train de tirer sur la représentation d'une Vierge à l'Enfant, la haine est encore montée d'un cran. Sanija Ameti, qui s'est excusée pour ses publications «irréfléchies» et les a effacées, vit sous protection policière avec sa famille.

Elle a fait savoir à quelques personnes qu'elle allait très mal. Elle a perdu son emploi dans une prestigieuse agence de relations publiques et sa place à la direction cantonale des Vert'libéraux (PVL). Le parti national demande son exclusion.

Mais sa défense a aussi commencé à s'organiser. Des artistes, comme l'humoriste Viktor Giacobbo, des religieux, dont la Ligue des femmes catholiques, ou encore l'ancien conseiller national et éditeur UDC Roger Köppel ont pris sa défense. Une pétition intitulée «Cela va trop loin» a été lancée sur internet.

Si le PVL du canton de Zurich a indiqué mercredi vouloir prendre le temps de parler à toutes les personnes concernées, de nombreux membres du parti et Opération Libero la soutiennent. Tous



En un week-end, Sanija Ameti est devenue la cible d'une campagne négative dont l'ampleur est si violente qu'une pétition a été lancée pour la défendre.

KEYSTONE

critiquent vertement les photos et leur publication, mais ils condamnent une campagne de haine «sans précédent». C'est le cas de Patrick Walder, d'Amnesty International Suisse, qui a collaboré plusieurs fois avec Sanija Ameti, par exemple en février lors d'une votation à Zurich sur le droit de manifester.

«La provocation, c'est un droit, en politique, avance-t-il. Nous commettons tous des erreurs, mais je n'ai ja-

mais assisté à un tel déferlement de haine. Le fait que Sanija soit une jeune femme, dont la famille a immigré en Suisse, a comme donné un prétexte à certains pour tenter de la détruire. Combien de personnes de droite ont dépassé les bornes dans la provocation, sont restées en place et ne se sont jamais excusées?»

Député au Législatif de la ville de Zurich comme Sanija Ameti, le libéral-radical Përparim Avdili, qui préside la

section municipale de son parti, tire un constat très similaire: «Je ne peux absolument pas imaginer que l'on choisisse une image avec un enfant pour s'exercer au tir. Certes, le comportement de Sanija Ameti est dérangeant et inacceptable, mais la chasse aux sorcières qui a été lancée l'est tout autant. On voit que certaines personnes n'attendent que la première occasion pour

laisser parler leur racisme et leur sexisme.»

Dépasser les bornes

Le libéral-radical met néanmoins en garde: «J'aimerais que la gauche, quand elle soutient des personnes visées par des campagnes de haine, le fasse avec tout le monde, pas seulement les personnes qui conviennent à son schéma, par exemple des femmes migrantes. Nous avons eu un cas de députée PLR traînée dans la boue, et personne, à gauche, n'a bougé le petit doigt.» Sans connaître ce cas, Patrick Walder précise qu'Amnesty n'est ni de droite ni de gauche car elle est une organisation de défense des droits humains. «Nous devons nous engager contre toutes les campagnes de haine, quelle que soit leur cible», ajoute-t-il.

La politologue Sarah Bütikofer, chercheuse à l'Institut Sotomo (voir ci-contre), fait de son côté remarquer qu'il peut arriver que «les personnes qui aiment provoquer en public augmentent la «dose» et finissent par dépasser les bornes».

L'évêque de Coire Joseph Bonne-main a pardonné à Sanija Ameti son acte. Il demande à tous les catholiques, chrétiens, musulmans et à toute personne qui se sent blessée de faire de même. I

TROIS QUESTIONS À SARAH BÜTIKOFER



SARAH BÜTIKOFER
Politologue à l'Institut Sotomo

Publier une image ou un texte polémique, est-ce une erreur qui a augmenté avec les réseaux sociaux?

Oui, car l'exposition publique se multiplie à une vitesse fulgurante, avec pour conséquence une perte totale de contrôle. En cas de doute, il vaut mieux s'abstenir de poster sur les réseaux sociaux et donc renoncer à la visibilité qui pourrait en découler. Le fait est que la campagne contre Sanija Ameti a pris une tournure incroyablement laide, que l'on ne peut plus tolérer. Il est maintenant devenu un impératif humaniste de s'opposer à une telle destruction – même si la personne a commis une grave erreur.

Les demandes d'exclusion de la Zurichoise ont-elles été formulées trop vite?

Le Parti vert libéral de Zurich est divisé. C'est la base de Sanija Ameti. Beaucoup de membres la connaissent bien et la soutiennent. En Suisse, on est d'abord membre du parti cantonal, donc c'est le PVL zurichois qui devrait gérer l'exclusion. Pour le parti national, la situation est différente. Il s'inquiète de son image. Mais il reste à voir si cette image sera endommagée malgré, ou à cause, de cette exigence de procédure d'exclusion.

Sanija Ameti a-t-elle une chance de se relever politiquement?

Elle est surtout coprésidente d'Opération Libero. Son avenir politique dépendra de si elle peut, et veut, continuer. AG